

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 05/04/2018 au 11/04/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Les Etats-Unis auraient renoncé à exiger 50% de contenu étasunien pour les règles d'origine, en échange de l'augmentation des salaires au Mexique.

Le Directeur Général de l'Association Mexicaine de l'Industrie Automobile (AMIA), Fausto Cuevas, considère que l'administration américaine ne s'est pas montrée plus flexible quant à ses propositions sur les règles d'origine, au contraire. Bien que les Etats-Unis aient récemment annoncé renoncer à exiger 50% de contenu étasunien, deux éléments ont été rajoutés à la table des négociations. Tout d'abord, les Etats-Unis souhaitent désormais adopter une méthodologie de calcul plus stricte : éliminer le traçage des pièces détachées de telle sorte que le contenu soit mesuré selon le coût net des produits et matériaux utilisés. Ainsi, les Etats-Unis proposent la création de cinq catégories de pièces détachées dont le contenu régional oscillerait entre 65 et 85%. Par ailleurs, les négociateurs étasuniens réclament aujourd'hui que 40% des composants soient fabriqués par des employés dont le salaire se situe entre 16 et 19 dollars de l'heure.

Selon le Ministre de l'Economie mexicaine Ildefonso Guajardo, il y aurait 80% de probabilité que le Mexique, les Etats-Unis et le Canada parviennent à un accord concernant l'ALENA lors de la première semaine de mai. La première semaine de mai est effet la date limite pour que l'administration étasunienne puisse soumettre l'accord au vote du Congrès actuel. Dans le cas contraire, Donald Trump serait contraint de présenter le projet à la prochaine législature.

Economie

En mars 2018, le taux d'inflation s'est établi à 5,04%, sa variation mensuelle s'élevant à 0,32% (Inegi). L'inflation annuelle observée en mars est légèrement inférieure à celle observée en février (5,34%). Cette diminution est due à une contraction tant de l'inflation sous-jacente (4,02% en mars contre 4,27% en février) que de l'inflation non sous-jacente (8,03% en mars contre 8,49% en février). C'est précisément la chute des prix des fruits et légumes (en particulier de la pomme de terre et du nopal) qui a permis au taux d'inflation de mars de se situer en dessous des prévisions de 0,40% de l'enquête de Citibanamex.

Le taux directeur de la Banque centrale se maintient à 7,5% par décision à l'unanimité. La Banque Centrale met en avant dans son communiqué l'appréciation du peso (qui pourrait se poursuivre dans le cas de réussite des négociations de l'ALENA) ; la diminution de l'inflation (5,04% en mars contre 5,55% en janvier ; l'inflation sous-jacente est notamment passée de 4,56 à 4,02%) depuis la dernière décision de politique monétaire ; l'amélioration des perspectives pour l'économie mexicaine ; la reprise des exportations ; et l'expansion de la demande interne, malgré un ralentissement. Certains risques se maintiennent toutefois : une dépréciation du peso qui pourrait être favorisée par les négociations de l'ALENA, la politique monétaire de la FED, ou encore un accroissement de la volatilité à l'approche des élections. Un autre risque réside dans de nouveaux chocs de prix (énergie, fruits et légumes) ainsi qu'une augmentation du coût de la main d'œuvre, qui pourraient faire pression sur l'inflation. A la fin de son communiqué la Banque Centrale n'écarte donc pas de devoir prendre des mesures « opportunes et fermes » à l'avenir, en cas de concrétisation des risques susmentionnés, afin de favoriser l'ancrage de l'inflation à moyen-long terme vers l'objectif de 3%.

L'Indice de Confiance du Consommateur continue de se détériorer (Inegi). Il a reculé de 0,3% (g.m) en mars et ce pour le 4^{ème} mois consécutif (-0,6% en décembre 2017, -2,4% en janvier, -0,9% en février). Selon les analystes et spécialistes, cette perte de confiance de la part des consommateurs est principalement due aux taux d'inflation qui continuent d'être très élevés, aux incertitudes liées à la renégociation de l'ALENA et aux mesures protectionnistes mises en place par le président américain.

*Taux de change au 11 avril 2018 : 1 USD = 18,20 MXN

La consommation privée sur le marché national a diminué de 1,0% en janvier par rapport au mois précédent (série désaisonnalisée) (Inegi). En variation annuelle, la consommation privée a augmenté de 2,0% par rapport à janvier 2017, ce qui correspond au deuxième taux le plus bas depuis septembre 2014.

Près de 370 000 emplois formels ont été créés lors du 1^{er} trimestre de l'année, soit 2,4% de plus qu'à la même période de l'année précédente (Institut mexicain de Sécurité Sociale). L'institut ajoute qu'à ce jour près de 3,5 millions d'emplois ont été créés sous l'administration d'Enrique Peña Nieto, soit 2 fois plus que sous l'administration précédente.

L'investissement brut en capital fixe commence l'année à la hausse : +2,2% (g.a) en janvier (Inegi). Cela représente la plus grande augmentation de l'investissement en près de 2 ans, et ce malgré les incertitudes liées à la renégociation de l'ALENA, l'augmentation progressif des taux d'intérêts et les restrictions fiscales liées à l'investissement du secteur public.

En 2017, les IDE reçus par le Mexique dans le domaine de la construction ont atteint un montant record de près de 3,1 Mds USD. La très grande majorité (75%) de cette somme était destinée au secteur routier et des voies de communication. Cela reflète l'optimisme des entrepreneurs quant au développement du pays et ses opportunités économiques à moyen et long terme.

Selon Enrique Peña Nieto, les Zones Economiques Spéciales (ZES) du pays pourraient attirer 50 Mds USD sur les deux prochaines décennies. Selon lui, au même titre que les réformes énergétique et éducative, le projet des ZES doit connaître une continuité qui dépasse les changements de mandats.

La production industrielle de février a été faible mais en légère augmentation : +0,4% par rapport à janvier. Le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau a augmenté de 0,8%, la production manufacturière de 0,6% et la construction de 0,5% alors que la production minière a baissé de 1,9% par rapport au mois précédent.

Finances publiques

L'agence de notation Moody's passe d'une perspective « négative » à « stable » concernant la note souveraine du Mexique (A3). Ce changement s'explique par le fait que le risque d'une sortie de l'ALENA se dissipe, l'économie affiche une meilleure résilience et qu'il y a finalement peu de risques de changement brutal dans la politique du pays après les élections.

Le Groupe d'Action Financière Internationale (GAFI) qui lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme souligne les efforts du Mexique en la matière. Le Mexique fait en effet partie des premiers pays à avoir mis en place des mesures contre le blanchissement d'argent dans le domaine de la technologie financière (*fintech*). Le pays a par exemple promulgué la Loi pour la Régulation des Institutions de la Technologie Financière - plus connue sous le nom de « loi fintech » - afin de réguler l'écosystème *fintech* le plus grand d'Amérique Latine.

Entreprises et grands contrats

L'entreprise pétrolière d'Etat, Pemex, a perdu 30 Mds de pesos (1,65 Mds USD*) en 2017 à cause des vols de combustible. L'entreprise tente pourtant de mettre en place une stratégie pour lutter contre ces vols, qui a d'ailleurs partiellement porté ses fruits. A la fin de l'année 2017, 2500 personnes ont été arrêtées en flagrant délit de vol, 14 millions de litres volés ont été récupérés et une centaine de stations suspectées de trafic de combustible volé ont été fermées.

En mars, les magasins appartenant au réseau de l'ANTAD (Asociación Nacional de Tiendas de Autoservicio y Departamentales) ont vu leurs ventes au détail augmenter de 9,9% (taux nominal annuel) et leurs ventes totales de 13,4%. Cela s'explique par le fait qu'il a eu un samedi de plus ainsi que la semaine sainte durant ce mois de mars.

Selon l'Enquête des Délits Economiques réalisée par PwC, 58% des entreprises mexicaines déclarent avoir été confrontées à un délit financier en 2017 (blanchissement d'argent, fraude, corruption, etc.). Le détournement de fonds est le délit le plus courant puisqu'il a affecté 47% des entreprises victimes de délits, suivi de la corruption avec 30% et de la fraude commise par le consommateur dans 23% des cas.

*Taux de change au 11 avril 2018 : 1 USD = 18,20 MXN

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 11/04/2018
Bourse (IPC)	+2,27%	-1,64%	48 532,14
Risque pays (EMBI+Mx)	-2,16%	+/- 0%	181
Taux de change USD/Peso	-0,11%	-2,99%	18,20
Taux de change Euro/Peso	+0,58%	+13,11%	22,52
Prix du baril de pétrole (USD)	+6,84%	+26,95%	58,74

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

Le Costa Rica affiche un taux d'inflation interannuel de 2,6% en mars 2018, ainsi qu'une variation mensuelle de 0,59% (Institut National de Statistiques du Costa Rica). Cela est principalement dû à l'augmentation des prix des pommes de terre, des voitures et des packs touristiques.

Le FMI estime que le Costa Rica n'est pas préparé à faire face à une éventuelle crise financière. Le FMI a identifié une série de vulnérabilités dans le secteur des pensions, des marchés secondaires et des mécanismes de gestion de crises. L'institution a également révélé d'importantes faiblesses dans le système de supervision de la Superintendence Générale des Entités Financières (Sugef) qui n'est pas adaptée aux risques que présente le pays.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

Le Guatemala enregistre une inflation interannuelle de 4,1% et une variation mensuelle de 0,23% en mars 2018. Cela s'explique principalement par l'augmentation des prix des aliments (+0,45% g.m), de la santé (+0,30% g.m) et des loisirs (+0,27% g.m).

Au Guatemala, les transferts de fonds (*remesas*) ont augmenté de 4% durant le premier trimestre de 2018. Selon la Banque Centrale du Guatemala, le montant des *remesas* reçues a atteint plus de 2 Mds USD.

Le Ministre des finances essaye de faire avancer une demande de prêt pour un montant de 55 MUSD de la Banque Mondiale auprès de la Commission des Finances du Congrès guatémaltèque. Ce prêt destiné à la modernisation des process de la SAT permettrait d'augmenter à 11% du PIB (actuellement 10%) les recettes fiscales sans pour autant augmenter le taux d'imposition. Selon le Surintendant de la SAT, la défaillance au paiement de la TVA serait de l'ordre de 35% actuellement (ce prêt devrait permettre de ramener ce taux à 26% d'ici 2023).

Un projet du ministère de l'éducation (qui devrait bénéficier à 700 000 enfants) d'un montant de 150 MUSD sera financé à travers un prêt de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) qui vient d'être approuvé par le Congrès. Il s'agit du premier prêt approuvé par ce dernier depuis l'arrivée au pouvoir de Jimmy Morales en janvier 2016. Il s'agit d'un programme d'investissement pour l'amélioration de la couverture et de la qualité de l'éducation, ce qui permettra au gouvernement de créer 2 000 salles de classe pour l'école maternelle, réaliser des travaux dans 3 000 écoles primaires, équiper des bibliothèques dans des centres scolaires publics et former des enseignants.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

En mars 2018, le taux d'inflation interannuel du Honduras s'est établi à 4,3% (Banque Centrale). Le pays a également enregistré une variation mensuelle de 0,35% due à l'augmentation des prix du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz, des aliments et boissons non alcoolisées et du transport.

*Taux de change au 11 avril 2018 : 1 USD = 18,20 MXN

Les exportations honduriennes ont crû de 6% sur le premier mois de l'année par rapport à janvier 2017. Le montant total des exportations de janvier a atteint 417 MUSD. Néanmoins, les importations ont elles aussi enregistré une hausse de 18,3% pour atteindre 838 MUSD, de telle sorte que le pays présente un déficit commercial de 421 MUSD (+26% g.a).

Le président hondurien a annoncé que l'aéroport International de Palmerola sera terminé et remis au gouvernement hondurien le 15 novembre 2019. Cet aéroport sera la porte d'entrée des marchandises en provenance du Salvador et du Nicaragua. La Commission pour la promotion des PPP (Coalianza) a indiqué que le montant du projet devrait se trouver entre 120 MUSD et 130 MUSD.

Nicaragua

2016 – PIB: 13,2 Mds USD | Pop: 6 M hbts

Le Nicaragua affiche un taux d'inflation interannuel de 4,9% en mars. L'indice des prix pour le consommateur a quant à lui augmenté de 0,14% par rapport à février principalement en raison de l'augmentation des prix des biens et services dans le secteur du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz (+0,58% g.m), mais aussi dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie (+0,40% g.m).

La création d'emplois formels continue d'augmenter au Nicaragua. En 2017, plus de 35 000 nouveaux travailleurs formels se sont enregistrés à la Sécurité Sociale nicaraguayenne, une hausse de 7% par rapport à 2016.

Le taux de croissance du Nicaragua a été de 5,2% en moyenne pendant la période 2010-2017. Le PIB par habitant s'établit à 2 161 USD. La dette publique a représenté 47% du PIB (+2% par rapport à 2016). Les réserves internationales du pays ont augmenté de 310 MUSD par rapport à 2016. Ainsi, à décembre 2017, les réserves internationales brutes (RIB) ont atteint 2.757,8 MUSD. Les prévisions de croissance pour l'année 2018 sont de l'ordre de 4,5%-5% avec un taux d'inflation cumulé de 5,5% à 6,5% selon les estimations de la Banque centrale.

La Banque Mondiale a signé trois accords de prêts avec le Nicaragua pour un montant de 145 MUSD. Ces accords concernent les services de santé publique (60 MUSD), l'amélioration du système routier (35 MUSD) et un programme de renforcement des compétences techniques pour réglementer la propriété au Nicaragua (50 MUSD). Ces derniers font partie de la stratégie pays 2018-2022 de la Banque Mondiale.

La Banque Centraméricaine d'Intégration Économique, BCIE, et la Corée du Sud vont financer le premier projet d'assainissement de la région autonome Caraïbe Sud (RACS) du Nicaragua pour un montant de 38,8 MUSD. Le projet qui sera réalisé à Bluefields, comprend un réseau de canalisations de 51 Km, 13 stations de pompage d'eaux usées, plusieurs usines de traitement et plus de 5 500 connexions au réseau. La BCIE a accordé un prêt pour un montant de 17,8 MUSD et le gouvernement de Corée du Sud apportera les 21 MUSD restants. Les travaux qui seront lancés très prochainement seront réalisés par l'Entreprise Nicaraguayenne des Eaux (ENACAL).

Panama

2016 – PIB: 55,19 Mds USD | Pop: 4 M hbts

Emission réussie de 1,2 Md USD d'obligations internationales à 32 ans. L'opération a enregistré une demande de 4,5 Md USD, permettant d'obtenir un coupon de 4,5 %, égal à celui d'une émission réalisée en 2017, à 30 ans. Le spread de taux par rapport au rendement des obligations équivalentes du Trésor étatsunien, de 150 points de base, est une indication supplémentaire du succès de cette émission.

Au cours du premier trimestre 2018, dans le port d'Amador (Panama, côté Pacifique), 16 349 passagers ont débarqué de 35 bateaux de croisière, soit une progression de +50% par rapport à la même période de 2017 durant laquelle 6.122 passagers avaient débarqué de 24 bateaux de croisière.

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

Le Ministère des Finances du Salvador laissera au prochain gouvernement la décision d'augmenter les impôts suite aux recommandations du FMI. Entre autres, le FMI a suggéré au gouvernement salvadorien d'augmenter la TVA et de mettre en place une taxe foncière. Cette évolution devrait avoir lieu entre 2019 et 2020.

*Taux de change au 11 avril 2018 : 1 USD = 18,20 MXN

Les crédits “verts” sont devenus à la mode en Amérique centrale. De plus en plus d’entreprises et d’institutions de toutes tailles installent des panneaux solaires, changent leur système de climatisation, achètent des machines pour recycler des déchets, entre autres. Selon la banque colombienne Davivienda, depuis 2012 le nombre d’entreprises à la recherche de financements pour un projet vert a été multiplié par deux tous les ans. Depuis 2015, Davivienda El Salvador a accordé 102,5 MUSD de crédits verts destinés à hauteur de 34% à la production d’énergie à base de biomasse, 29% à l’énergie hydroélectrique, 18% à l’énergie solaire, 10% à l’énergie éolienne et 9% à d’autres projets. Les crédits verts représentent actuellement 13% du portefeuille de crédits aux entreprises. Pour l’année 2018, Davivienda estime apporter des crédits verts d’un montant de 117 MUSD destinés aux énergies renouvelables. 60 MUSD de ces crédits seront apportés par une ligne de crédit de la Société Néerlandaise de financement du développement (FMO). En plus de Davivienda, la banque Promerica (présente au Salvador et au Guatemala) a mis en place ce type de financement, également à travers une ligne de crédit de FMO pour un montant de 40 MUSD (20 MUSD pour le Guatemala et 20 MUSD pour le Salvador).

CARAÏBES

2016 – PIB : 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Les Bahamas et la Jamaïque « largement conformes » selon le Forum mondial de l’OCDE. Pour les Bahamas, cette notation positive a été reçue à l’issue d’une revue par les pairs concernant la qualité de l’échange d’informations à la demande, selon des standards renforcés et harmonisés avec le GAFI au sujet de l’identification du bénéficiaire effectif. La Jamaïque a fait l’objet d’un rapport complémentaire qui conclut au même niveau de notation, bon point qui entre en compte autant dans la constitution de la liste noire de l’OCDE/G20 que dans celle de l’UE.

Antigua-et-Barbuda

2016 – PIB : 1,5 Mds USD | Pop : 0,1

Le FMI salue la reprise économique à Antigua et Barbuda. La reprise reflète à la fois les efforts politiques ainsi que la hausse des revenus du programme de citoyenneté par l’investissement. En revanche, le pays continue de faire face à d’importants défis : les développements du système financier régional et l’intégration régionale. Par ailleurs, depuis l’arrivée au pouvoir du parti travailliste (ABLP) en 2014, le pays a attiré 2,7 Md USD d’investissement. Il a également connu la plus forte croissance des 15 pays du CARICOM, en 2016 avec 6,5%, retrouvant sa position de première économie de l’Organisation des Caraïbes Orientales.

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

3,4% de croissance en glissement annuel de l’Indice Global de l’Indicateur Conjoncturel d’Activité Economique (ICAE). Cette augmentation est surtout obtenue par la faible croissance du premier trimestre de l’année dernière, fortement impacté par l’Ouragan Matthew. Néanmoins, le secteur primaire a augmenté de 4,2% au cours du 1^{er} trimestre de l’exercice fiscal 2017-2018 grâce à l’agriculture (+4,1% contre -6% l’année précédente) et les industries extractives (+7,7%). L’indice du secteur secondaire a enregistré une croissance de 3% en rythme annuel avec +3,2% de la branche industrie manufacturière et +3,4% de la construction. Enfin, l’indice du Secteur Tertiaire a augmenté de 3,5 %, en rythme annuel contre +0,6% l’année antérieure.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

La Banque Centrale annonce 6,7% de croissance du PIB sur les deux premiers mois de l’année. Cette évolution a surtout été portée par le secteur touristique, +14,7% en mars. L’inflation du premier trimestre est de 0,55% et la dépréciation de la monnaie face au dollar se confirme à 2,1%.

La Banque Centroaméricaine d’Intégration Economique (BCIE) accorde 249,6 MUSD pour financer la phase finale du barrage de Monte Grande. Ce prêt de 13 ans propose un taux d’intérêt de Libor à 6 mois majoré d’une marge de 2,2%. Un financement avait déjà été approuvé en 2013 au profit de la Banque Nationale de Développement Economique et Sociale (BNDES) brésilienne, mais fut annulé en pleine affaire Odebrecht. Ce projet permettra d’améliorer l’alimentation en eau potable, de générer de l’énergie et d’augmenter l’irrigation de terres agricoles.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 11 avril 2018 : 1 USD = 18,20 MXN